

**POLITIQUE**

Qui veut la place de Pap Ndiaye ?

GOVERNEMENT | Plus que jamais fragilisé, le ministre de l'Éducation nationale pourrait sortir en cas de remaniement. Mais le choix de son successeur vire déjà au casse-tête pour Emmanuel Macron.

Olivier Beaumont

« **LA GAUCHE S'EST LEVÉE** avant nous pour l'applaudir. Alors on s'est sentis contraint de le faire aussi », commente après coup un député Renaissance, pour trahir l'embarras des siens quand Pap Ndiaye a reçu ce mardi une standing-ovation d'une partie de l'hémicycle. Quelques instants plus tôt, le ministre de l'Éducation nationale venait d'enfoncer le clou après ses propos tenus dimanche dernier sur Radio J contre le milliardaire Vincent Bolloré, sa chaîne CNews et sa radio Europe 1, devenues selon lui « clairement d'extrême droite ». Un pavé dans la mare qui a fait polémique jusque dans les rangs de la majorité et qui pourrait finir de sceller le sort d'un ministre déjà fragilisé depuis quelques semaines.

« **Il a profondément déçu** » C'est un secret de polichinelle, Emmanuel Macron songe sérieusement à remplacer le locataire de la rue de Grenelle en cas de remaniement. « Il a profondément déçu, il n'est jamais parvenu à imprimer sa patte dans un ministère qui a pourtant besoin d'une incarnation très forte », tranche l'entourage du chef de l'État. Même si autour du ministre, on fait comme si de rien n'était : « Il est mobilisé sur la rentrée prochaine. Il ne se réveille pas chaque matin en pensant au remaniement, mais à ce qu'il peut faire pour

les professeurs et les élèves. »

Lucide, Pap Ndiaye sait pourtant que cette année au gouvernement aurait pu être différente. « En arrivant ici, je pensais que la posture de l'intellectuel suffirait pour réussir, que je n'avais qu'à me concentrer sur mes propres dossiers pour avancer. Mais c'était une erreur. J'aurais aussi dû faire de la politique, c'est évident. J'ai trop négligé cet aspect », a-t-il récemment confié en privé.

Le député Sacha Houlié, un des rares à venir à son secours, résume l'affaire autrement : « Il a mené énormément de chantiers, comme la revalorisation des enseignants et la lutte contre les atteintes à la laïcité. En gros, on lui reproche de ne pas avoir communiqué sur ce qu'il a bien fait... c'est tout. » Alors que va faire Emmanuel Macron ? « Si le président change, il sera fortement tenté de faire entrer une personnalité politique, et pas issue de la société civile. L'école a besoin d'un retour à l'ordre, à l'autorité. C'est une priorité régaliennne, qui plus est après les récentes émeutes », décrypte un soutien du président. « On a aussi un défi politique puisqu'on avait l'électorat enseignant en 2017... et on l'a perdu en 2022 », embraye une figure de la majorité.

Plusieurs noms dans la liste des prétendants

Ces derniers jours, plusieurs

noms sont revenus dans la liste des possibles prétendants. Édouard Philippe, mais il a fermement récusé cette hypothèse. Bruno Le Maire également. En petit comité, le patron de Bercy n'arrête pas de réciter sa méthode « pour redresser l'Éducation nationale ». Sauf que, quand on lui demande s'il accepterait de relever le défi, la réponse est limpide : « Je n'en ai ni l'envie ni la vocation ! » Gabriel Attal figure aussi parmi les scénarios, « mais je ne suis pas sûr qu'il en ait envie », relève un homologue, en citant plus volontiers le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, ou la patronne du groupe Renaissance à l'Assemblée, Aurore Bergé.

À moins qu'une autre personnalité, dont le nom circule en coulisses ces derniers jours, ne retienne l'attention du président : Richard Ferrand, l'ancien patron de l'Assemblée nationale. « C'est un lettré, il vient de la gauche, et c'est un habile négociateur. Bref, il coche toutes les cases », relève un proche d'Emmanuel Macron. « Le côté costume trois-pièces avec montre de gousset qui rappelle le prof de CM 2 il y a quarante ans, ça peut plaire aussi », y va un autre. « Mais il n'y a aucune évidence, pour personne. C'est tout le problème », résume un Marcheur. Le casse-tête continue.



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

LP/OLIVIER CORSAN

« En arrivant, je pensais que la posture de l'intellectuel suffirait. [...] J'aurais aussi dû faire de la politique », confie Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale.

